

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels

**DEUXIÈME COMMISSION, 1111^e
SÉANCE**

Jeudi 5 octobre 1967,
à 10 h 45



NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Déclarations générales (suite).....	19

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
(Pérou).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

1. M. YASSEEN (Irak) souligne que de plus en plus le développement économique est perçu comme une question intéressant la communauté internationale tout entière. L'institutionnalisation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a confirmé cette réalité, et a pu efficacement contribuer à la création d'une opinion mondiale en faveur de l'internationalisation du problème du développement. Pays développés et pays en voie de développement doivent travailler ensemble à la solution de ce problème. En particulier, les efforts que les pays développés déploient à cet égard ne doivent pas être considérés comme des sacrifices. Ces efforts sont imposés par la solidarité internationale et justifiés par une vision éclairée des intérêts de tous, y compris des pays développés. Un certain progrès a été accompli dans ce domaine, mais les efforts doivent être poursuivis pour renforcer l'économie mondiale.

2. M. Yasseen nourrit l'espoir qu'à sa deuxième session, la CNUCED parviendra à un accord sur certains sujets précis. En se présentant à cette session lors de deux réunions, la réunion ministérielle du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement qui aura lieu à Alger et la réunion de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui va se tenir prochainement, les pays développés comme les pays en voie de développement qui collaborent depuis 1964 au sein de divers organes de la CNUCED devraient d'ores et déjà rechercher un terrain d'entente. Les missions de bonne volonté au niveau ministériel du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement qui doivent se rendre dans certains pays développés après la réunion d'Alger et avant la deuxième session de la CNUCED, vont dans cette bonne direction. La deuxième session de la CNUCED doit être un lieu de coopération et non pas d'affrontements et de confrontation.

3. En dépit des recommandations de la première session de la CNUCED, les exportations des pays en voie de développement continuent à se heurter à divers obstacles tarifaires et non tarifaires. A la cinquième session du Conseil du commerce et du développement, les représentants des pays en voie

de développement, déçus à juste titre par les résultats des négociations Kennedy, ont exprimé l'espoir qu'avant la deuxième session de la CNUCED, les pays qui avaient participé à ces négociations poursuivraient leurs discussions en se souciant de protéger les intérêts des pays en voie de développement. En tout état de cause, un effort devrait être fait à la deuxième session de la Conférence en vue de libéraliser les échanges commerciaux.

4. Il est clair que les objectifs de la première Décennie des Nations Unies pour le développement ne seront pas atteints, mais des efforts résolus s'imposent pour accélérer le développement avant la fin de cette Décennie. L'expérience acquise se révélerait utile au cours de la deuxième décennie dont les objectifs devraient être définis, ainsi que les moyens propres à les réaliser. M. Yasseen pense, comme l'a exprimé le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales (1109^e séance), qu'il serait peut-être bon que, dès sa présente session, l'Assemblée générale proclame la deuxième décennie, dont le succès dépendra en grande partie des sacrifices consentis tant par les pays développés que par les pays en voie de développement.

5. L'Irak s'est attelé à son développement et l'exécution, actuellement en cours, de son deuxième plan quinquennal s'est d'ores et déjà soldée par un certain progrès. Les pays arabes s'efforcent de développer entre eux la coopération économique et, à cette fin, ils ont créé en juin 1964 le Conseil de l'unité économique arabe. Cependant, ils ont subi un sérieux handicap en raison des effets désastreux de l'agression commise par Israël et de l'occupation illégale de territoires appartenant à la Jordanie, à la Syrie et à la République arabe unie. La communauté internationale doit mettre fin à cette situation, qui constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies.

6. M. BROWN (Sierra Leone) note que l'aide bilatérale, ainsi que l'Acte final de la première session de la CNUCED^{1/} et la résolution 2209 (XXI), concourent à prouver que les pays du tiers monde ne peuvent résoudre par leurs seuls moyens les problèmes du développement. Pour faire régner l'harmonie dans les relations internationales, il est indispensable que les pays développés coopèrent également à la solution de ces problèmes. Il est temps de passer de la parole aux actes et de mettre en application les résolutions du Conseil économique et social. C'est dans cette optique que M. Brown fait siennes les vues exprimées par le Secrétaire général des Nations

^{1/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

Unies^{2/} à la quarante-troisième session du Conseil: en préparant la deuxième session de la CNUCED, où il s'agira de compléter l'œuvre entreprise lors des négociations Kennedy, il faudra chercher à créer, sur le plan du commerce et de l'assistance, des conditions plus favorables aux pays en voie de développement. Tous les pays participants devront examiner de près les progrès accomplis et apporter à la deuxième session de la Conférence des suggestions concrètes en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations formulées à la première session.

7. Le commerce est essentiel aux pays en voie de développement; non seulement les recettes en devises étrangères stimulent les investissements et ont un effet multiplicateur sur les revenus nationaux et individuels, mais elles aident en outre à mettre en place les infrastructures indispensables pour accéder à un niveau de vie plus élevé. L'assistance, tant multilatérale que bilatérale, demeure stagnante, mais il est encore plus inquiétant de constater que dans la plupart des cas le remboursement des fonds fournis dans le cadre des programmes d'assistance fait peser un lourd fardeau sur les bénéficiaires. L'assistance devrait être accordée à des conditions plus libérales. Le rapport du Secrétaire général (E/4375) donne des renseignements intéressants quant aux facteurs qui influent sur l'aptitude des pays développés à fournir des ressources aux pays en voie de développement. Il est encourageant de noter que certains pays développés ont en effet exprimé le désir d'accorder leur assistance à des conditions plus libérales. Aussi M. Brown espère-t-il que tous les pays développés suivront l'exemple que leur a donné le représentant du Canada dans sa déclaration à la 1569^{ème} séance plénière de l'Assemblée générale. Bien entendu, les pays en voie de développement doivent mettre de l'ordre dans leur économie et accroître leur capacité de production, mais il leur est difficile d'accomplir des progrès véritables dans le contexte actuel du commerce international. Il est donc essentiel de créer, sur le plan mondial, un climat économique favorable à l'exécution et à l'expansion des plans nationaux de développement économique.

8. Le représentant du Sierra Leone espère que les travaux entrepris dans le cadre de l'importante étude du Secrétaire général intitulée: Mise en œuvre des plans de développement: problèmes et expérience, qui constituera le chapitre premier de l'Etude sur l'économie mondiale, 1966^{3/}, et les études s'y rapportant seront intensifiés conformément aux recommandations concrètes du Comité de la planification du développement. Il faut accorder une grande attention à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre des plans. M. Brown souhaite également que les travaux accomplis par le Secrétaire général en vue de faciliter la planification d'une action internationale concertée seront couronnés de succès, et attend avec le plus grand intérêt ses propositions quant aux moyens propres à accélérer la croissance économique des pays en voie de développement.

9. L'assistance alimentaire multilatérale devrait être gratuite, autrement il faudrait, pour le moins, dans

la mise en œuvre de tout programme d'assistance alimentaire multilatérale, tenir compte des difficultés de paiements en devises étrangères que connaissent les pays en voie de développement.

10. Le Sierra Leone, pays signataire de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, porte un vif intérêt à la promotion des investissements de fonds privés étrangers dans les pays en voie de développement et apprécie à sa juste valeur la contribution que peuvent apporter ces investissements à leur économie.

11. La délégation du Sierra Leone a pris connaissance avec intérêt du trente-troisième rapport du Comité administratif de coordination^{4/}. Les efforts que l'on déploie actuellement sont certes louables, mais il reste encore beaucoup à faire pour que les maigres ressources dont dispose l'ONU soient utilisées au mieux. Il faut s'attacher davantage à la réalisation de projets d'intérêt pratique, et ne consacrer que le minimum de temps et d'argent à des travaux préliminaires comme les études et les missions d'enquêtes.

12. Selon M. JANSZ (Ceylan), il est d'une importance vitale de s'attaquer aux problèmes économiques des pays en voie de développement à l'échelon international. A Ceylan, par exemple, au cours de l'année 1966, le rythme de croissance économique est retombé à un niveau minime, en grande partie pour des motifs qui échappent à la volonté du gouvernement. Les recettes d'exportation ont diminué de quelque 50 millions de dollars en raison de la baisse des cours mondiaux des produits primaires, alors que les prix des produits d'importation augmentaient de 9 p. 100 par rapport à ceux de l'année précédente. De ce fait, les termes de l'échange, pour Ceylan, se sont détériorés de 13 p. 100. Le déficit de la balance des paiements a obligé le gouvernement à entamer ses réserves de devises qui sont ainsi tombées à un niveau dangereusement bas. Malheureusement, pendant la même année, le pays n'a reçu, dans le cadre de l'assistance étrangère, que la moitié des crédits qui lui avaient été promis. L'effet cumulatif de toutes ces circonstances est que le produit national brut n'a augmenté en 1966 que de 1,9 p. 100, chiffre qui, après ajustement en fonction de l'accroissement démographique, se traduit par une diminution nette du produit par habitant. En fait, le revenu par habitant est demeuré au même niveau, à savoir 130 dollars, pendant les six dernières années.

13. Il est donc évident que l'élimination du déficit commercial constitue une question d'une importance primordiale pour Ceylan, comme pour tous les pays en voie de développement. Tous les efforts déployés pour augmenter la production nationale et pour se passer davantage des importations sont réduits à néant par les forces qui, sur le plan international, font baisser les cours des matières premières exportées par les pays en voie de développement et monter, au contraire, ceux des produits qu'ils importent. Il convient de rappeler, d'ailleurs, qu'en réduisant leur déficit commercial, les pays en voie

^{2/} Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, 1480^{ème} séance.

^{3/} Publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.C.2.

^{4/} Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour, documents E/4337 et Add. 1 et 2.

de développement pourraient, le moment venu, s'affranchir de leur besoin d'aide étrangère.

14. Ce que l'on a fait jusqu'ici pour mettre en œuvre les recommandations de la première session de la CNUCED est assez décevant. Comme l'a signalé le Secrétaire général de la CNUCED, les pays développés parviennent de plus en plus à subvenir à leurs propres besoins en augmentant, chez eux, la production de matières naturelles et synthétiques. Les tentatives pour conclure des accords intergouvernementaux sur les produits de base n'ont donné que peu de résultats et les cours de ces produits n'ont cessé de fléchir.

15. La délégation ceylanaise estime que la diversification doit être un élément de la politique internationale pour les produits de base. Dans les pays en voie de développement, en particulier, la mise sur pied d'un secteur industriel puissant est d'importance vitale. La planification et l'établissement d'un bon ordre de priorité sont ici essentiels et c'est pourquoi la délégation ceylanaise se félicite de la création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), organisme appelé à aider les pays en voie de développement dans ce domaine.

16. Ces pays ont été déçus de constater que les pays développés n'avaient pas porté le courant de leur assistance financière au niveau minimum recommandé par la CNUCED; en fait, le volume de ces transferts s'est stabilisé, les conditions de financement sont devenues plus sévères et les appels lancés pour renflouer les ressources de l'Association internationale de développement (AID) n'ont pas été entendus. Il ne faut pas oublier que les besoins d'assistance des pays en voie de développement — dont beaucoup sont d'anciens territoires coloniaux — résultent en grande partie de circonstances historiques et que nul ne saurait les blâmer de leur pauvreté. La répugnance des pays les plus riches à partager les profits avec les nations pauvres ne pouvant avoir pour résultat final que la décadence des uns et des autres, les activités d'assistance vont dans le sens de l'intérêt bien compris des donateurs. De l'avis de la délégation ceylanaise, on pourrait aussi trouver des moyens pour éliminer les retards, d'origine administrative, dans l'octroi de l'assistance qui, trop souvent, viennent perturber inutilement l'exécution des programmes des pays bénéficiaires.

17. La délégation ceylanaise accueille avec satisfaction le plan, récemment approuvé, pour la création de droits de tirage spéciaux au Fonds monétaire international (FMI). Il est permis d'espérer que ce système commencera à fonctionner dans un proche avenir et que les nouvelles liquidités ainsi créées permettront de libéraliser la politique en matière de commerce et de paiement. Les pourparlers entre les dix pays du FMI appartenant au Groupe des Dix et le FMI n'ont pas encore abouti à l'approbation de la proposition contenue dans le Rapport du Groupe d'experts de la CNUCED sur les problèmes monétaires internationaux^{5/} concernant l'établissement d'un "lien" entre les nouvelles liquidités interna-

tionales et l'aide financière au développement. La délégation ceylanaise espère également que les institutions financières internationales^{6/} étudieront à fond cette proposition, de même que l'étude sur les mesures financières supplémentaires.

18. M. WANKHEDE (Inde) fait observer que bien que les objectifs pour la Décennie des Nations Unies pour le développement ne puissent, certes, être qualifiés d'ambitieux, les pays en voie de développement sont aujourd'hui plus éloignés de leur réalisation qu'au commencement de la Décennie. Le courant des ressources extérieures, calculées en pourcentage du revenu national des pays développés, n'a pas cessé de faiblir, et les conditions auxquelles sont accordées ces ressources demeurent très sévères. Ce n'est qu'avec lenteur que l'on s'achemine vers la mise en œuvre des recommandations de la CNUCED. Bref, l'abîme qui sépare les pays riches des pays pauvres continue de se creuser d'année en année.

19. Les leçons tirées de l'échec de la Décennie des Nations Unies pour le développement devraient permettre de dresser un plan concret d'action pour l'avenir, ou ce que l'on pourrait appeler une stratégie globale du développement. Il est indispensable que cette stratégie prévoie des mesures qui permettent d'assurer la relance de l'aide internationale. La communauté internationale devrait donner un appui approprié aux efforts entrepris par les pays en voie de développement en vue de mobiliser leurs ressources, et ce tant par le commerce que par leur assistance. La nécessité d'un tel appui apparaît clairement dans le rapport du Secrétaire général sur le courant international des capitaux à long terme et des donations publiques, 1961-1966 (E/4371 et Corr.1). Il ressort de ce rapport que le fardeau que constitue pour les pays en voie de développement le service de leurs dettes s'est alourdi à un point tel que le montant net des capitaux disponibles pour le développement est en régression. Il est regrettable que l'on ait fait si peu de progrès pour exécuter les recommandations de la résolution 2170 (XXI) de l'Assemblée générale en date du 6 décembre 1966 et alléger les conditions des prêts de développement ou renflouer les ressources de l'AID. En fait, le montant de ces fonds devrait être accru progressivement d'année en année.

20. Les pays en voie de développement accueillent avec satisfaction le nouveau système de droits de tirage au Fonds monétaire international parce que la création de liquidités internationales nouvelles aura pour conséquence la libéralisation des politiques des pays industrialisés en matière de commerce et d'assistance. Il est dans l'intérêt des pays en voie de développement que les difficultés tenant à leur balance des paiements n'amènent pas les pays économiquement avancés à adopter des politiques restrictives en matière de commerce et d'assistance. En 1968, lorsque le Fonds d'équipement des Nations Unies commencera à fonctionner, de nouvelles possibilités s'offriront à la coopération internationale par le financement du développement. La délégation in-

^{5/} Les problèmes monétaires internationaux et les pays en voie de développement: Rapport du Groupe d'experts (publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.D.2).

^{6/} Voir *Etude sur les mesures financières supplémentaires, demandée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 1964* (Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Washington [D.C.], décembre 1965).

dienne espère que les pays industrialisés envisageront le fonctionnement de ce Fonds dans un esprit de compréhension et de bonne volonté.

21. A l'heure actuelle, les pays en voie de développement sont presque entièrement tributaires de leurs recettes à l'exportation pour le financement de leurs importations essentielles, mais la part que prennent ces pays au total des exportations mondiales est tombée d'un tiers à un cinquième au cours des quinze dernières années. On prévoit que le succès même des négociations Kennedy se traduira par des avantages moindres pour les pays en voie de développement que pour les pays développés. Il faut donc espérer que les participants aux négociations Kennedy parviendront, avant la fin de l'année, à mettre au point de nouveaux arrangements sur les problèmes commerciaux des pays en voie de développement.

22. La deuxième session de la CNUCED donnera l'occasion de négocier au sujet de plans d'action portant sur des points précis. Parmi les domaines où les travaux préparatoires sont suffisamment avancés pour permettre de réels progrès, il faut citer la libéralisation du commerce des produits primaires, le financement compensatoire, le financement des stocks régulateurs, l'expansion des échanges, la coopération économique et l'intégration entre pays en voie de développement — avec l'appui des pays développés — et les relations commerciales entre des pays possédant des systèmes économiques et sociaux différents. En outre, l'établissement d'un système général de préférences par les Etats-Unis d'Amérique constituerait un moyen de faciliter l'accès des produits des pays en voie de développement aux marchés des pays développés. Les pays en voie de développement espèrent que l'exemple de la réunion ministérielle d'Alger encouragera les pays développés à effectuer des préparatifs analogues pour la deuxième session de la CNUCED.

23. Le Colloque international sur le développement industriel, qui doit s'ouvrir prochainement, fournira à l'ONUDI la base d'un programme d'action énergique et efficace. Il a été décidé que cette organisation devrait être un organisme tourné vers l'action et il faut espérer qu'elle sera dotée des ressources financières indispensables pour mener à bien ce programme.

24. L'Inde est passée en 1966 à la réalisation de son quatrième plan quinquennal. Pendant la période couverte par les trois plans quinquennaux précédents, elle a atteint un taux moyen de développement de 4 p. 100 et a réalisé des progrès considérables dans tous les secteurs économiques. On pense que la production de céréales de 1967 atteindra le niveau record de 90 millions de tonnes, et l'on espère que l'Inde parviendra à subvenir à ses besoins alimentaires vers 1970-1971. En outre, grâce à une stratégie d'investissements de base, visant à exploiter les ressources industrielles et à rendre les pays moins tributaires de l'aide étrangère, le taux de développement industriel a dépassé de 10 p. 100, en moyenne, celui des quinze années précédentes et la structure industrielle s'est considérablement diversifiée.

25. Des progrès analogues ont été réalisés dans la construction de l'infrastructure. La capacité installée de production d'électricité a été, au moins quadruplée

et les moyens de transport plus que doublés. Les installations sanitaires ont été grandement améliorées et le nombre d'enfants scolarisés est passé de 23 millions en 1950 à 68 millions en 1966. Bien entendu, l'expansion rapide de la population constitue un problème de première grandeur, mais suivant un programme récemment mis en œuvre, on espère pouvoir réduire le taux de natalité de 41 p. 1 000 à 25 p. 1 000 dans les dix prochaines années.

26. La délégation indienne partage la profonde inquiétude, exprimée par d'autres orateurs, quant aux souffrances que la guerre au Moyen-Orient a infligées aux pays arabes et invite instamment les Nations Unies à examiner en priorité les demandes d'assistance.

27. En conclusion, M. Wankhede exprime l'espoir que les pays riches se montreront prévoyants et contribueront à assurer l'avenir collectif de l'humanité en améliorant le sort des pays en voie de développement. Les sacrifices que l'on attend d'eux, certes bien légers, apportent à coup sûr une riche moisson; ils aideront beaucoup à favoriser la détente et à apaiser les conflits dans le monde entier.

28. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare que les relations internationales, particulièrement les relations entre les Etats possédant des systèmes économiques et sociaux différents, ne peuvent revenir à une situation normale que par la coexistence pacifique, principe que la République socialiste soviétique d'Ukraine ne cesse de défendre depuis la révolution socialiste de 1917. A l'époque prérévolutionnaire, l'économie de l'Ukraine était largement tributaire du capital étranger; alors que les compagnies étrangères exploitaient les ressources minières et autres du pays, les paysans vivaient sous un régime féodal. A la suite de la révolution, la propriété privée du sol a été abolie et l'on a créé de vastes fermes collectives dotées d'un matériel moderne. Cette politique a porté ses fruits: en 1966, la production agricole brute dépassait de 170 p. 100 celle de 1913. La propriété des industries avait été également transférée au peuple et la production industrielle était, en 1966, 43 fois plus élevée qu'en 1913. A l'heure actuelle, la République socialiste soviétique d'Ukraine vient avant tous les pays capitalistes d'Europe pour la production d'acier, de fonte, de minerai de fer, de pétrole et d'autres produits importants, et ne cesse de progresser dans les domaines de l'industrie légère, de l'agriculture et de la production alimentaire.

29. En Ukraine, le progrès économique a été réalisé sans assistance extérieure, par la mobilisation des ressources internes et par la coopération fraternelle avec les autres républiques soviétiques et les pays socialistes. Toutes les tentatives des impérialistes étrangers — interventions, blocus économiques, invasion hitlérienne et tactique "de guerre froide" — pour faire obstacle au développement économique et social de la République socialiste soviétique d'Ukraine ont été mises en échec par la détermination du peuple ukrainien. La République socialiste soviétique d'Ukraine n'a besoin d'aucune assistance extérieure pour l'exécution de ses plans de développement; son désir de voir établir des relations économiques normales entre les Etats se fonde sur la conviction

que ces relations contribuent à la coexistence pacifique et à l'intérêt de tous.

30. Sans coexistence pacifique c'est la voie ouverte à la guerre et à la destruction. Qu'il suffise de citer, à titre d'exemple, les guerres d'agression déclenchées par les Etats-Unis au Viet-Nam et par Israël contre les Etats arabes: toutes deux ont pour victimes deux jeunes Etats, et les agresseurs, ayant les mêmes intérêts, se prêtent mutuellement appui. L'agression d'Israël contre les Etats arabes profite aux pays occidentaux. Ceux-ci, lourdement tributaires du pétrole des Etats arabes du Moyen-Orient, s'efforcent de réprimer les mouvements de libération des peuples arabes, qui demandent à juste titre une plus grande participation aux bénéfices des monopoles pétroliers étrangers. Bien que l'Irak et la Syrie aient récemment réussi à s'assurer une part plus grande des bénéfices de l'Iraq Petroleum Company, d'autres monopoles — américains, britanniques et néerlandais — continuent d'amasser d'énormes profits. Il est significatif, à cet égard, que seuls les Etats-Unis, le Royaume-Uni et quelques autres pays capitalistes se soient prononcés contre l'adoption de la résolution 2158 (XXI) de l'Assemblée générale.

31. Soucieux de préserver les bénéfices des monopoles pétroliers et de miner l'indépendance politique et économique croissante des Etats arabes, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont fait d'Israël leur instrument au Moyen-Orient. A la veille même de l'agression israélienne, le 5 juin 1967, la revue U.S. News & World Report publiait un article exprimant la crainte qu'Israël ne demeure le seul ami des Etats-Unis au Moyen-Orient, et que des territoires où avaient été investis des millions de dollars des Etats-Unis ne tombent entre les mains de gouvernements arabes hostiles. Le rôle joué par Israël, défenseur des intérêts pétroliers américains au Moyen-Orient, explique pourquoi les pays occidentaux ont fourni à Israël de vastes ressources et de puissants armements aux fins de son agression, dont ils l'ont ensuite aidé à tirer parti.

32. A l'instar des envahisseurs hitlériens de l'Ukraine, Israël empêche aujourd'hui la République arabe unie de jouir des ressources pétrolières de la péninsule du Sinaï, invoquant des "droits d'occupation" pour justifier son attitude. Par cette occupation, Israël prive la République arabe unie de 170 millions de livres et la Jordanie de 50 millions de livres par an, et inflige à la Syrie un manque à gagner du même ordre. Outre la perte de leurs revenus, ces pays ont subi des préjudices économiques d'une ampleur inouïe. Il faut contraindre Israël à se retirer des territoires dont il est saisi et à accepter la responsabilité des conséquences économiques de son agression. Cet objectif ne peut être atteint que si les pays en voie de développement font preuve de suffisamment de solidarité en la matière. La République socialiste soviétique d'Ukraine est disposée à appuyer la proposition soudanaise tendant à faire rédiger, par le Secrétaire général, un rapport consacré aux conséquences économiques de l'agression israélienne et à ses répercussions sur le développement économique et social des victimes de cette agression.

33. La délégation ukrainienne partage l'anxiété des pays en voie de développement devant la détériora-

tion continue de leur situation en ce qui concerne les termes de l'échange, le déficit de plus en plus grand de leur balance des paiements et l'intensification des mesures discriminatoires appliquées par un certain nombre de pays développés et par les groupements économiques auxquels ces pays appartiennent. Les pays capitalistes développés, et particulièrement les Etats-Unis, continuent, pour des raisons d'ordre politique, à appliquer des mesures discriminatoires dans leurs relations commerciales avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes; la normalisation des relations commerciales entre les pays possédant des systèmes économiques et sociaux différents s'impose toujours avec autant d'urgence. Malheureusement, seuls les aspects théoriques de ce problème ont été examinés jusqu'ici au Conseil du commerce et du développement. Il est donc indispensable de mettre au point, à la deuxième session de la CNUCED, des mesures pratiques pour mettre en œuvre les principes de la première session. La Conférence, au cours de cette deuxième session, devra également examiner d'autres questions telles que le commerce des produits primaires et des produits manufacturés, la coopération économique entre les pays en voie de développement, les mesures permettant de faciliter l'accès de ces pays aux marchés capitalistes développés et l'élimination des obstacles tarifaires ou non tarifaires au commerce.

34. Il convient d'attacher une attention particulière aux réformes sociales et économiques, à la mobilisation des ressources nationales, humaines, matérielles et financières et à la coopération économique régionale entre les pays en voie de développement. Le développement économique de ces pays ne peut être réalisé que par une totale mobilisation de leurs ressources nationales.

35. M. DEVENDRA (Népal) déclare que les discussions qui ont eu lieu à la Commission depuis quelques années ont fait pleinement ressortir les problèmes qui se posent aux pays en voie de développement et les mesures qu'ils se proposent d'adopter pour leur trouver une solution. Malheureusement, en raison du refus des pays développés de fournir les capitaux dont ont besoin les pays en voie de développement pour réaliser les objectifs fixés, en matière de croissance économique, pour la Décennie des Nations Unies pour le développement, on n'a abouti qu'à une série de dialogues infructueux. Dans sa déclaration du 2 octobre (1109ème séance), le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a défini les problèmes qui se posent à l'économie mondiale et a souligné les avantages que l'on pouvait attendre des négociations Kennedy et de l'accord conclu récemment sur les liquidités internationales. En dépit de certaines tendances favorables qui se manifestent dans les pays en voie de développement, la décélération de leur rythme de croissance est si marquée qu'elle réduit à néant leurs réalisations. Les efforts qu'ils déploient pour améliorer leur infrastructure, tant sur le plan matériel que sur le plan humain, sont compromis par le manque de ressources extérieures adéquates; en outre, leurs exportations de capitaux au titre du service de leurs dettes s'accroissent d'une façon inquiétante, tandis que les entrées de capitaux et de fonds d'assistance

technique demeurent au même niveau. Ainsi, en dépit des efforts qu'ils accomplissent pour mobiliser leurs ressources nationales, ils sont restés bien en deçà des objectifs fixés pour la Décennie des Nations Unies pour le développement.

36. Leur incapacité d'importer a encore été réduite du fait que les prix des biens d'équipement qu'ils doivent se procurer à l'étranger ont augmenté beaucoup plus rapidement que les cours de leurs produits primaires. Les pays plus favorisés devraient donc accorder une haute priorité au courant de l'assistance au développement. A cet égard, il convient d'attacher une attention particulière aux pays qui n'ont pas dépassé les premiers stades du développement. Le Népal est reconnaissant envers les pays qui lui ont accordé libéralement leur assistance aux fins de son développement, mais il est profondément déçu de constater que certaines institutions internationales, telles que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, demeurent indifférentes à la situation des pays qui ne font que s'engager sur la voie du développement. Bien entendu, cette politique suscite des doutes, dans ces pays, quant à l'utilité de ces institutions. Le Népal, pour sa part, nourrit de grands espoirs en ce qui concerne les prêts à long terme sans intérêt ou à faible intérêt que le Fonds d'équipement des Nations Unies pourrait consentir. Le Fonds devrait immédiatement entreprendre une étude des besoins économiques des pays en voie de développement.

37. Les pays développés n'ont pas mis en œuvre les recommandations de la première session de la CNUCED. A la deuxième session de la Conférence, durant laquelle les pays en voie de développement devront mettre au point une stratégie globale du développement en vue de la deuxième décennie du développement, la question fera probablement l'objet d'un renouveau d'attention. Le Népal accueille avec satisfaction la conclusion et l'entrée en vigueur de la Convention sur le commerce de transit des Etats sans littoral, mais il estime regrettable que de nombreux pays de transit ayant accès à la mer n'aient toujours pas signé la Convention et que d'autres ne l'aient pas encore ratifiée. Le manque de générosité manifesté par ces pays à l'égard de leurs semblables ne peut guère contribuer au succès des requêtes adressées aux pays développés en vue de l'octroi de concessions tarifaires et de l'élimination des restrictions résultant du contingentement; il est indispensable d'améliorer les relations commerciales mutuelles entre les pays en voie de développement.

38. M. Devendra nourrit l'espoir que les questions qu'il vient de mentionner seront dûment examinées et que le dialogue entre les pays développés et les pays en voie de développement se révélera plus fructueux à l'avenir.

La séance est levée à 12 h 30.